



CIBLE

Lilibeth

Le quatre-vingt-huitième anniversaire de la reine Élisabeth II permet de mesurer son extraordinaire popularité et celle de la monarchie en Grande-Bretagne. À l'heure où tout change, tout se bouscule et bien des choses se délitent, on est bien heureux de trouver un exemple de succès du temps long. Quatre-vingt-huit ans dont soixante-deux de règne.

En 2016, la reine dépassera le record établi par son aïeule la reine Victoria. Treize Premiers ministres britanniques, neuf présidents de la République française, douze présidents américains... Mais seulement deux rois des Belges, trois souverains de Hollande, un d'Espagne, trois de Norvège, deux de Suède et deux de Danemark.

Bon anniversaire Ma'am ! Heureux de voir que les services rendus par la monarchie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur rassemblent toujours une écrasante majorité de Britanniques. Malgré les avanies, les malheurs, les déconvenues, la reine ne s'est jamais départie de son calme légendaire et toujours a fait face, même dans les pires situations, familiales ou nationales.

C'est quand même beau le sur-moi politique !

Capitalisme

Crime et finance

Deuil

Philippe
Dechartre

p. 2

Idées

Debray
et la Chine

p. 9

Philippe Dechartre

Quand j'ai appris, avec une immense tristesse, la disparition de Philippe Dechartre, je l'ai revu conversant avec Yvan Aumont et moi dans nos bureaux de la rue des Petits-Champs. Il nous raconta alors une histoire que j'ai reprise dans ma préface au livre que Philippe Delorme a consacré au défunt comte de Paris. La voici :

Alger, 1942. Dans la ville blanche libérée du vichysme où se côtoient troupes françaises et américaines tandis que se nouent cent intrigues et complots, un très jeune lieutenant se dirige vers son bureau. C'est un évadé de la métropole, un patriote qui a rejoint l'Algérie pour se battre sous le drapeau tricolore.

Devant la porte banale d'un soldat certes courageux mais de rang modeste, se tient un colonel de spahis en grand uniforme. Surprise : l'officier supérieur se fige dans un garde-à-vous splendide pour saluer le lieutenant. Embarras de celui-ci, qui lui rend timidement son salut.

Le lendemain matin, même lieu, même scène. Le petit lieutenant demande timidement une explication au colonel qui lui répond, martial :

— Je suis à vos ordres, Monseigneur !

— Je m'appelle Philippe De-

chartre. Il s'agit d'une confusion, mon colonel.

— Dechartre... Bien sûr Monseigneur. Nous savons que vous êtes ici le lieutenant Dechartre. Mais il suffit que vous disiez un mot pour que le régiment que je commande soit à votre disposition.

« Tu te rends compte, pour ce colonel, j'étais le comte de Paris ! » Lorsqu'il me raconte cette anecdote, cinquante-deux ans plus tard, Philippe Dechartre s'en amuse encore, lui le républicain, le gaulliste de gauche, le franc-maçon de très haut rang.

Ce colonel royaliste n'avait pas été égaré par son imagination romanesque. Le comte de Paris était à Alger, et la désignation du chef de la Maison de France comme détenteur légal

du pouvoir politique était une éventualité sérieusement envisagée dans les milieux informés.

Résistant de la première heure, Philippe Dechartre était passé en Espagne puis avait rejoint la France



pour prendre la tête d'un mouvement de résistance dans le Nord. Arrêté par la Gestapo, il fut exfiltré de son siège parisien et pu rejoindre Alger. Dans le bel article qu'il lui a consacré en 2010, Laurent de Boissieu

évoque (1) la rencontre entre ce jeune homme de 25 ans et le Général, à la villa des Oliviers : de Gaulle ouvrit les bras et lui dit simplement : « Alors, Dechartre, vivant ? ». Et Philippe de lui répondre : « Oui, mon général, et grâce à vous. »

C'est cet homme qui nous ac-

cordait son soutien aussi discret que généreux. Philippe était resté gaulliste après la guerre et mené son combat au sein de petites formations - Union démocratique du travail, Mouvement pour le Socialisme et la Participation, Club Nouveau siècle - qui voulaient rester fidèles à la pensée sociale du général de Gaulle et de la Résistance. Ministre à trois reprises sous les présidences de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou, il avait une connaissance très approfondie du milieu politique et ses propos étaient d'une lucidité redoutable. Il était entré au Conseil Économique et Social alors que j'en parlais mais j'avais eu le grand plaisir d'assister à son jubilé maçonnique au siège du Grand Orient. Je n'ignorais pas les polémiques qui avaient agité les gaullistes de gauche mais les vicissitudes de la vie politique importaient infiniment moins que notre accord sur l'essentiel : la fidélité au général de Gaulle et à la Résistance, selon des cheminements différents mais très proches.

Philippe rappelait souvent ce que lui avait dit le Général : « Dechartre, n'oubliez jamais que la seule finalité du progrès économique, c'est le progrès social. » Tel était le **fil rouge** du gaullisme de gauche, que la droite et la gauche parlementaires ont voulu effacer et qui reste pour nous, comme pour les gaullistes authentiques, un impératif politique.

Bertrand RENOUVIN

(1) Laurent de Boissieu, *La Croix* du 9 novembre 2010.

royaliste
BIMENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

Rédaction-administration

38, rue Sibuet 75012 Paris
Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Yvan Aumont
Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

- P2 : Deuil : Philippe Dechartre - P3 : PS : François le fossoyeur - Écho des blogs - P4 : Économie : Politique de l'offre : phase 2 - P5 : Europe : Raison aux Anglais - Brèves - P6/7 : Histoire : Élite et libéralisme - P8 : Globalisation : Capitalisme et crime organisé - P9 : Idées : La Chine et l'Occident - P10 : Mondialisation - Poker partout - Mémoire : Saïgon 61-63 - P11 : Mercredis de la NAR - Bouvines - Souscription - P12 : Editorial

François le fossoyeur

La raclée des municipales, la nomination du nouveau gouvernement et la poursuite de la ligne politique Hollande par Manuel Valls, trois éléments pour plomber durablement le moral des militants et élus socialistes et tout annonce qu'ils ne sont qu'au début de leur déboires.

Comment accepter le cœur léger de tout perdre ? C'est la question qui se pose du sommet à la base au Parti socialiste depuis quelques mois. Depuis des années, le parti avait engrangé victoire sur victoire au plan local et plus généralement dans toutes les élections intermédiaires. Même avant 2002, les socialistes avaient déjà une portion significative des mandats locaux. Cet heureux état de fait avait culminé avec la prise du Sénat, détenu de si longue droite par l'alliance droite-centre.

Tout cela n'est plus que souvenirs et dans les deux prochaines années ne sera plus que poussière. À une écrasante majorité, les militants du parti sont des élus de terrains, fort appréciés et la plupart du temps avec raison. Le souci c'est que les socialistes vivent sur des non-dits qui depuis longtemps les menacent. Faute d'avoir eu le courage de trouver une ligne innovante, ils se sont ralliés à la vision dominante du monde, de l'Europe et de l'économie. Comment maintenir un parti lorsque tout ce qui vous éloigne de vos adversaires ne sont que des questions de mœurs, sociétales comme on doit dire aujourd'hui.

Trois élections se profilent. En terme de personnes concernées les européennes ne comptent guère. Ce qui n'est pas le cas pour les cantonales et les régionales, où leur position est aujourd'hui dominante. Outre les pertes en terme d'élus, un grand nombre de personnes

vont se retrouver sans travail, des milliers de collaborateurs vont prendre le chemin de Pôle emploi. Sans leur souhaiter malheur, ces déconvenues les rapprochera peut être enfin des réalités que vivent tout un chacun. Le milieu politique, tous bords confondus est un petit monde, et si vous avez la chance d'intégrer un clan, vous pouvez bénéficier d'emplois, de prébendes ou de petits avantages bienvenus. Le parti va s'appauvrir financièrement et son espace va se réduire.

Tant mieux ! Enfin, vont ils peut être comprendre qu'un exercice trop prolongé des divers pouvoirs et le confort des situations acquises éloignent de la réflexion et de l'imagination. De telles saignées prévisibles commencent déjà à faire penser et de faire réagir. Des députés, sentant le vent mauvais venir ou d'autres par simple conviction, demandent un changement de politique qui ne viendra pas. Ils n'ont peut être pas compris que François Hollande et eux n'appartenaient pas au même monde. Le président suit sa route moitié par idéologie, moitié par lâcheté. Les oligarques de tout poil lui emboîtent le pas, incapables d'ouvrir les yeux et de se rendre compte qu'un changement de cap sauverait le pays et le PS par la même occasion.

Le plus triste dans cette situation, c'est que toutes les positions perdues sont reprises par l'UMP, qui a exactement la même ligne politique, si ce n'est en plus rude. Allez comprendre...

Pascal BEAUCHER

Quel est ce TTIP ?

L'accord de libre-échange que négocient USA et UE, le TTIP, devrait être au cœur du débat des européennes car l'atlantisme, Otan d'une part et TTIP de l'autre, sont devenus la bouée de la gauche ultra-libérale qui nous gouverne.

François Hollande guettant la relance économique a déclaré vouloir hâter la signature de l'accord, convaincu d'y gagner ces points de PIB source de création d'emplois. Il a reçu depuis l'appui de Martin Schulz, tête de liste socialiste aux européennes, venu déclarer à Paris « le marché transatlantique serait un coup de pouce bienvenu pour nos économies. » Pourtant le large débat nécessaire sur l'accord transatlantique de libre échange peine à s'ouvrir.

Sur son blog *Contrelacour* (1) Magali Pernin investigate à partir d'une multitude de sources sur l'état des négociations pour briser le huit clos imposé par l'administration étasunienne et les eurocrates de la commission. Son travail est remarquable. Voici un court aperçu de sa revue de presse. Elle indique venu d'Allemagne un premier éveil des parlementaires, « C'est le cas du **Bundestag qui se sent mal informé en ce qui concerne les négociations en cours.** » La presse française commence à s'en préoccuper, ainsi *Les Échos.fr*, « Est-ce le début d'une contestation plus large qui pourrait monter crescendo avant les élections européennes ? » En Angleterre c'est le *Financial Times* qui donne un éclairage nouveau sur l'enjeu des négociations « la crise de Crimée est venue rappeler brutalement aux négociateurs

que l'accord est avant tout un accord géopolitique. » Le site Politico indique que « le projet d'accord commercial pourrait agir comme un contrepoids économique important de la volonté de la Russie de maintenir une sphère stratégique d'influence en Europe de l'Est. Aussi il ne faut pas s'étonner de voir, Michael Froman, représentant au Commerce américain, comparer le TTIP à l'Otan. » Et le *New York Time* d'expliquer que les USA ont besoin d'un pivot en Europe « Une résurgence de la Russie signifie que l'Occident a besoin de trouver des moyens de coordonner et de consolider ses intérêts. Ainsi, le partenariat est le projet le plus ambitieux à ce jour pour lier les deux côtés de l'Atlantique dans une union de l'Ouest plus étroite, et d'ajouter un pilier économique à l'ancien pilier militaire représenté par l'Otan. »

Que les élections européennes puissent servir d'éveil à une prise de conscience citoyenne sur les dangers de l'accord telle est la crainte du négociateur étasunien Froman « L'Europe est dans une année politique. Nous voulons nous assurer qu'elle ne perde pas son élan au cours de cette période. »

François ENNAT

(1) <http://www.contrelacour.fr/mars-2014-marche-transatlantique/>

Politique de l'offre : phase 2

Le pavé lancé par Yvon Gattaz à propos du smic permet de situer chacun sur une question essentielle : quel niveau de salaire pour quelle politique économique ? Le changement de gouvernement n'apporte aucun changement de politique, bien au contraire.

« *L*ogique esclavagiste. » Nous ne sommes plus les seuls à l'écrire. Madame Parisot elle-même pense de la proposition de son successeur ce que nous en pensons : dangereux et inutile. Le coût du travail étant trop élevé et le chômage des jeunes trop important, l'idée est simple de considérer qu'en payant moins ceux qui ont un emploi on parviendra à créer des emplois. Curieuse façon de faire de l'économie. Les visiteurs des déjeuners du président Hollande sont sur cette ligne. Notamment Élie Cohen, économiste très écouté et qui, pourtant au cours d'une carrière déjà longue, a avancé à peu près tout et le contraire de tout. C'est à croire que la connaissance de l'histoire ne sert à rien. Que le souvenir des drames engendrés par la politique de déflation du début des années trente a disparu des mémoires. Il fut pourtant une part non négligeable du cocktail qui déclencha la Seconde Guerre mondiale.

Idéologie

Dans un monde libéral parfait, l'offre s'ajuste à la demande. Par conséquent, en période de crise il semble pertinent d'ajuster les salaires avec l'offre de travail. On crée ainsi un surcroît de compétitivité qui est lui-même créateur d'emploi. Comme nous l'avons déjà signalé, cette équation est fautive. Cela n'a jamais marché nulle part. En outre, dans une économie aussi

dépendante que l'est la nôtre du marché intérieur, la proposition de faire baisser les revenus du travail est une particulière imbécillité. L'Allemagne, toujours l'Allemagne. Au moment où on propose en France de revenir sur cet acquis tant social qu'économique essentiel qu'est le salaire minimum, l'accord de gouvernement conclu outre-Rhin entre la CDU et le SPD prévoit d'en mettre un en place. Évidemment, rien de commun avec le nôtre : il serait fixé sur une base régionale et par branches. Entendez par là que l'ex Allemagne de l'est serait une zone à bas salaire et le demeurerait.

On nous claironne que s'il y a moins de chômage des jeunes là-bas, c'est parce qu'il n'existe pas de salaire minimal et que même on peut y trouver des petits boulots payés une misère. Dommage qu'on ne cherche surtout pas plus loin la vraie explication de ce phénomène. Si moins de jeunes allemands sont au chômage, c'est pour bonne partie parce qu'il y a très sensiblement moins de jeunes entrant sur le marché de l'emploi qu'en France. Bien sûr, messieurs Cohen et consorts ne vont pas s'appesantir sur des faits qui mettent à mal leur petite combinaison.

Un smic régionalisé en France est dans la ligne suivie par les élites : démembrer la nation au profit d'ensemble régionaux élargis, comptant comme autant d'éléments d'une Union européenne basée non plus sur les États nationaux mais sur des

ensembles de moindres dimensions territoriales, économiques et politiques. Pour eux l'économie doit primer. La politique doit être à son service et la protéger contre les « appétits » un peu exagérés des salariés.

Réaction

La réaction du gouvernement pourrait faire sourire. Facile pour ceux qui sont en train de détricoter le modèle social français de paraître de gauche en poussant des cris d'orfraie face à la proposition volontairement provocatrice du patron du Medef. Aisé de se dédouaner et d'apparaître en défenseurs des classes populaires et moyennes en rejetant à hauts cris une proposition qui est pourtant dans les cartons du gouvernement. Comme d'habitude, la maladresse de Gattaz a torpillé l'idée. Remercions donc ce dernier.

Pourtant, le gouvernement Valls poursuit la politique du gouvernement Ayrault. La ridicule sortie du Premier ministre après le conseil du 16 avril dernier le démontre. Pas de changement de politique. Un approfondissement du sillon suivi depuis des années. Au PS, le souvenir de la récente défaite et les perspectives encore moins réjouissantes pour les prochaines consultations commencent enfin à faire réfléchir sur la pertinence d'une politique qui ne donne pas, et ne donnera jamais, de bons résultats. Rien que mal à en attendre.

La droite est un peu gênée. Nathalie Kociusko-Morizet ne refuse pas d'examiner l'idée, pas plus que les tenants de la droite dite « forte ». Il faut dire qu'une telle idée plaît beaucoup au cœur de l'électorat de droite. D'autres, tel Alain Juppé, déjà en orbite pour 2017, ou l'UDI ont tout de suite dit tout le mal qu'ils pensaient d'une idée aussi stupide.

Seulement stupide ?

Si ce n'était que cela. Stupide et dangereuse. La voie de la déflation, baisse des prix et des salaires, est mortifère. Elle ne peut bénéficier, et encore juste dans les premiers temps, qu'à une petite clique qui s'enrichira aux dépens de la masse. Ajoutez à cela la baisse prévue du pouvoir d'achat déjà riquiqui des plus faibles, le rognage des prestations sociales et vous avez tout ce qu'il faut pour tomber dans une vraie récession. La référence incessante à la mondialisation devrait être faite avec un peu plus de retenue. Ce processus est mis à mal depuis quelques années déjà et il semble assez vain de le prendre comme seul élément pour déterminer une politique économique.

Une désagréable impression reste. Comme si tous ces économistes stipendiés et leurs amis oligarques étaient conscients d'avoir déjà perdu la partie et que plus rien ne doit arrêter la marche vers le chaos. En faire toujours plus. La disparition du « sur-moi » laisse toute sa place aux plus mauvais instincts, au premier rang desquels se situe l'instinct de mort. Une alternative existe, celle de la vie. Il n'y a pourtant guère d'effort à consentir pour l'étudier, la promouvoir et la mettre en place. Il n'est jamais trop tard pour agir mais, à mesure que le temps s'écoule, il deviendra de plus en plus compliqué de nous sortir de l'ornière. Une campagne s'ouvre devant nous qui va nous permettre de porter ce débat et cette espérance.

Charles GUÉMÉNÉ

Raison aux Anglais

La Grande-Bretagne sera-t-elle encore dans l'Union européenne en 2019, échéance du mandat des députés européens élus en mai 2014 ? Bien ou mal ?

Ce débat qui devrait être au cœur de la campagne électorale pour les élections européennes n'intéresse visiblement personne hors des îles britanniques. Il n'y a pas assez de transversalité dans ce scrutin. En 1971, lorsque le débat sur l'adhésion de la Grande-Bretagne à ce qui s'appelait alors le Marché Commun faisait rage à Westminster, des opposants vinrent en France expliquer leur point de vue car la décision relevait aussi des « Six ».

Le président Pompidou soumit la question au référendum le 23 avril 1972, premier du genre sur l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Le Oui l'emporta à deux contre un, mais il y eut plus de 40 % d'abstentions. Pour remettre en cause un des éléments forts de la politique de son prédécesseur, le général de Gaulle, il ne lui en fallait pas moins. Au premier sommet européen après le départ du général, à La Haye en 1969, il avait été placé devant une sorte d'ultimatum : rien ne serait possible en Europe sans les Anglais. En échange, il obtint la validation de la politique agricole commune. En réalité, Pompidou était obsédé par le décrochage français par rapport à l'Allemagne et souhaitait un contrepoids. En outre, il savait que les Anglais n'accepteraient jamais une Europe dite supranationale où tout se déciderait à Bruxelles.

Quarante ans de présence britannique au sein des institutions européennes n'ont pas fait de l'Europe « une Europe

anglaise » ou plus française et moins allemande, mais ont indéniablement rendu l'Angleterre plus « européenne ». Les Premiers ministres successifs à Londres se sont débattus comme de beaux diables mais ils sont de plus en plus prisonniers de l'immense toile d'araignée qui niche à Bruxelles.

Depuis deux élections européennes, le plus grand nombre de députés eurosceptiques siégeant à Strasbourg est britannique : le Parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni (UKIP) avec 16/17 % des voix et 12/13 députés en 2004 et 2009. Le 22 mai 2014, il pourrait arriver en tête avec plus de 20 % des voix. Personne ne le sait, car ce parti n'est pas connu sur le continent où il est ouvertement brocardé par les autres eurosceptiques, dont Marine Le Pen, comme un groupe de gentils amateurs plus portés sur la bière et la plaisanterie.

Pour qui a assisté au débat télévisé du 2 avril sur la BBC entre son président Nigel Farage et le vice-Premier ministre Nick Clegg, dirigeant des pro-européens libéraux-démocrates, largement remporté par le premier, nul ne peut douter être en présence d'un véritable phénomène médiatique et politique. Comme le FN, l'UKIP se lance aussi dans l'implantation locale. Le même jour que les élections européennes, de nombreux scrutins municipaux et régionaux auront lieu où l'UKIP devrait être en bonne position. Son ambition serait de devenir en 2015 la troisième forma-

tion politique britannique à la place des libéraux-démocrates.

La promesse d'un référendum sur l'Union européenne faite par M. Cameron pour freiner l'hémorragie des électeurs conservateurs devient paradoxalement moins crédible. En effet, affaibli par l'UKIP, M. Cameron aurait d'autant plus de mal à passer le cap des élections parlementaires de mai 2015. Les Travaillistes de M. Miliband ont déjà fait savoir que, s'ils étaient de retour au pouvoir, ils n'organiseraient de référendum qu'en cas de changement substantiel des traités, en clair si une nouvelle organisation de l'Eurozone entraînait une modification de l'Union pour les membres hors euro.

M. Farage parle d'or. Il s'adresse au public britannique et pourtant son idée de la politique européenne nous intéresse tous. Député européen depuis quinze ans (sous-entendu : sur la touche), son objectif est d'être enfin reconnu dans son propre pays au moment où celui-ci cesse pratiquement de ressembler à la traditionnelle Angleterre et n'exprime plus que des regrets et des frustrations. Ce sont ceux avec lesquels de ce côté de la Manche on serait le plus désireux de dialoguer et de coopérer, qui sont le plus sur leur quant à soi, insulaires et finalement indifférents. Plus on est proches et plus on est éloignés. De cet éternel chassé-croisé franco-anglais, l'Europe de nos vœux continue de souffrir.

Yves LA MARCK

Brèves

Serbie

Visite de plusieurs jours de **Charles de Habsbourg**, chef de la maison impériale d'Autriche, dans la province serbe de Voïvodine. Lors de son intervention au parlement provincial, en ambassadeur d'une approche post-nationale, il a vanté les mérites d'une intégration dans l'Union européenne qui « *non seulement est un espace économique mais également offre la stabilité et la paix pour tous.* » Il n'est pas sûr que les Serbes ayant gardé en mémoire la responsabilité de l'UE dans les guerres de l'ex-Yougoslavie partagent ce point de vue... (*Fajma.info*).

Russie

La grande-duchesse Romanov s'indigne des sanctions contre Moscou. « *Appliquer des sanctions ouvertement destinées à porter un préjudice au pays qui remplit tous ses engagements financiers et économiques devant ses partenaires et surtout à un pays aussi grand et puissant que la Russie est absurde* », a déclaré la **grande-duchesse Maria Vladimirovna** de Russie, chef de la maison impériale Romanov, dans un entretien lundi au quotidien russe Izvestia. (*Les Échos*).

Turquie

Décès de Son Altesse Impériale la princesse **Fevziye Osmanoglu**, survenu, le lundi 7 avril 2014, à Paris, à l'âge de 85 ans, arrière-petite-fille du sultan **Abdülmejid**. Elle avait gardé sa nationalité Turque. Le gouvernement turc a immédiatement envoyé ses condoléances à la famille impériale et une couronne de fleurs. Une cérémonie s'est tenue à la Grande Mosquée de Paris en présence de représentants de la communauté turque de France. (*Zamanfrance.fr*).

KERDEVY

Élite et libéralisme

Dans nos colonnes, il ne cesse d'être question des élites qui nous gouvernent et de leur dimension oligarchique. S'il est vrai que leur attitude nous paraît de plus en plus insupportable, il n'en est que plus nécessaire de s'interroger sur les origines de leur corpus idéologique, seules à même de nous éclairer sur leurs actions, leurs modes de pensée et sur les éléments constitutifs de leurs comportements. Pour cela, les travaux d'Olivia Leboyer, jeune historienne, docteur en science politique de Sciences Po et enseignante dans cette même maison, sont de première importance. Sa thèse qui a fait l'objet de son livre, *Élite et libéralisme*, offre les bases nécessaires à cette compréhension et peut nous éclairer sur leur devenir. Cet ouvrage nous livre des clés essentielles à notre réflexion.

Le phénomène de l'élite, soit la distinction entre une majorité gouvernée et une minorité gouvernante, est une réalité et, dans le même temps, il ne cesse de susciter des jugements de valeurs. Comme s'il était, tout à la fois, parfaitement banal et néanmoins scandaleux. De fait, en qualifiant le libéralisme d'idéologie élitiste, en critiquant le caractère oligarchique de la démocratie, les failles de la représentation, de nombreux penseurs (en particulier tout un pan de la sociologie critique), insistent sur ce point précis, comme s'il s'agissait d'une pierre d'achoppement de la modernité. Comme si le phénomène constituait, en tant que tel, une sorte d'injustice contrevenant à l'idéal d'égalité situé au cœur de la démocratie.

La question de l'élite constitue un angle très pertinent pour étudier les ambiguïtés du mou-

vement libéral comme de la démocratie puisque, aussi bien, analyser la place de l'autorité et des hiérarchies permet d'interroger les limites du libéralisme et du système représentatif. Les libéraux ne manifestent pas tous le même attachement à la démocratie, ni aux principes du libéralisme. La pensée libérale est souvent qualifiée d'aristocratique, ou d'élitiste. Or, précisément, un angle d'attaque des théories critiques de la démocratie consiste à dire qu'elle favorise en réalité toujours l'assomption d'une élite.

La question de l'élite est névralgique, en ce qu'elle concentre les critiques à l'encontre de la démocratie comme du libéralisme. De fait, le libéralisme se fonde historiquement et philosophiquement sur la méfiance envers les pouvoirs, soit envers tous les détenteurs du pouvoir. Dire de la pensée libérale qu'elle

est élitiste reviendrait ainsi à affirmer qu'elle contrevient, en quelque sorte, à ses propres fondements. La question centrale consiste à cerner la tension entre le libéralisme et la démocratie.

Précisément, l'existence d'une élite politique, au singulier ou au pluriel, cristallise bien, et rend manifeste, la tension entre les principes de liberté et d'égalité. Réfléchir sur l'élite, c'est partir d'une constatation empirique : l'existence d'une minorité gouvernante et d'une majorité gouvernée. Assez régulièrement, les attaques portées à la démocratie représentative et, à une moindre fréquence, au libéralisme, s'appuient sur l'existence de l'élite politique, présentée comme la persistance d'une part de domination des gouvernants sur les gouvernés. Dès lors, les positions libérales favorables à une élite politique bien différenciée de ses représentés sont

spontanément soupçonnées de n'éprouver pour l'égalité qu'un amour très modéré.

La réflexion sur cette question semble très balisée, voire tissée de lieux communs. Or, on a parfois l'impression que mettre en lumière les tendances oligarchiques de la démocratie ou le caractère élitiste du libéralisme, revient, pour ainsi dire, à les qualifier de manière définitive. Comme si l'on parvenait, avec cette définition, à quelque chose d'essentiel les concernant. Comme si l'élite, ou plutôt l'élitisme, constituait la face cachée de la représentation, de la démocratie, du libéralisme, et donc de la démocratie libérale et représentative. Dans cette perspective, étudier l'élite permettrait de dire quelque chose d'éclairant sur ce qu'est la démocratie libérale. Je tiens comme hypothèse qu'il y a visiblement une difficulté (est-ce une difficulté propre à la pensée libérale ?) à penser l'élite ou la dimension élitiste du pouvoir.

Les choix linguistiques, loin d'être indifférents, doivent être considérés avec attention. En préférant le mot aristocratie à classe supérieure, par exemple, on insiste en effet particulièrement sur la dimension temporelle et sur le type de régime, soit sur la survivance d'un élément ancien au sein de la modernité. Dès lors, il n'est pas certain que, fondamentalement, l'aristocratie soit toujours vivante

aujourd'hui. Son caractère le plus essentiel, tout du moins au sens que lui donne Tocqueville, n'est-il pas, précisément, d'être passé ? S'il subsiste effectivement quelque chose de l'Ancien Régime aujourd'hui, le terme aristocratie est trop unifié, trop riche pour le désigner. Quelque chose hérité de l'ordre aristocratique est, peut-être, toujours vivant, mais l'aristocratie est morte. Or, l'aristocratie perd tout son sens si l'on considère les parties qui la composent séparément. Elle est, en effet, ce monde unifié, où le social, le politique et le religieux se trouvent confondus. Dire qu'une de ses parties, isolée, a survécu, revient à dire, dans le même temps, que l'aristocratie n'existe plus. D'une certaine manière, le terme aristocratie a pour référent un monde dont l'existence historique est attestée et dont le sens est à jamais perdu. Toutes les sociétés aristocratiques, si différentes qu'elles soient les unes des autres, appartiennent à un régime - à ce que Tocqueville a appelé l'Ancien Régime - fondé sur des principes qui lui sont propres.

Or, précisément, les principes constitutifs de l'aristocratie se laissent peut-être d'autant plus facilement définir et expliquer que leur compréhension immédiate nous est désormais interdite. Pour reprendre une métaphore de Chateaubriand, la nouveauté radicale de la démocratie oblige en effet à considérer l'aristocratie de l'autre rive. Révolu, ce monde peut alors être localisé, délimité sur le plan historique, et pensé par rapport au régime démocratique. Une polarité s'établit nettement entre deux états sociaux, l'un, démocratique, caractérisé par l'égalité des conditions, l'autre, aristocratique, par l'inégalité des conditions.

Dans le basculement opéré, ce qui était perçu comme naturel devient irrémédiablement étranger. L'aristocratie est ce monde

que l'on ne saisit jamais que de l'extérieur, dans son altérité fondamentale.

D'une manière ou d'une autre, les notions de libéralisme, de démocratie représentative et d'élite sont liées, de sorte que l'on ne peut clarifier la démocratie et le libéralisme et l'élite qu'en les rapportant les unes aux autres. Travailler sur la tension entre ces notions ne peut être tenté sans un support nettement délimité. Aussi avons-nous choisi de présenter la conception de l'élite chez trois auteurs libéraux : Guizot, Hayek et Rawls. Chacun représentant une certaine sorte de libéralisme : Guizot un libéralisme fermement antidémocratique ; Hayek un libéralisme qui opère une distinction soigneuse entre libéralisme et démocratie, pour poser la primauté des principes libéraux, et enfin Rawls un libéralisme qui considère que libéralisme et démocratie se conditionnent mutuellement, leurs principes se fondant harmonieusement dans la « démocratie libérale ».

En effet, traditionnellement, on conçoit plutôt la question sur un mode binaire, en opposant deux traditions : machiavélienne et démocratique. S'interrogeant

sur ce fameux « paradoxe de la modernité », où la place des hiérarchies semble problématique au regard de l'idéal indéfini d'égalité de la démocratie, Raymond Aron a tenté d'élaborer un « paradigme machiavélo-tocquevillien ». Deux traditions de pensée antagonistes se trouvent ainsi conjuguées : le courant « néo-machiavélien », qui de Vilfredo Pareto, Gaetano Mosca ou Robert Michels jusqu'à la sociologie critique de Daniel Gaxie ou Pierre Bourdieu, s'attache à dénoncer unilatéralement la domination de l'élite politique, perçue à la manière d'une classe sociale, sur les représentés, et le courant issu de la tradition tocquevillienne. Ce dernier courant, illustré notamment par Bouglé ou Michel, s'appuie essentiellement sur l'égalité conçue comme valeur, soulignant l'importance d'un régime fortement participatif.

Précisément, ce paradigme machiavélo-tocquevillien n'épuise pas cette question de la tension entre libéralisme et démocratie. Étudier les conceptions de l'élite chez François Guizot, Friedrich A. Hayek et John Rawls revient à analyser trois types de libéralisme, soit trois conceptions singulières des

principes de liberté et d'égalité, trois modes de compréhension de la démocratie. Ces trois penseurs assignent aux principes de liberté, d'égalité et de citoyenneté des contenus différents. Il s'agit, dès lors, de confronter le souci libéral de l'élite avec d'autres formes d'élitisme, comme l'élitisme républicain ou l'élitisme socialiste. Le souci de l'élite, chez les libéraux, permet de mettre à l'épreuve l'unité du courant libéral.

Olivia Leboyer - « Élite et libéralisme », CNRS Éd., 2012.

Contrairement à nos habitudes, le texte qui précède n'est pas une simple recension des propos tenus par Olivia Leboyer lors de son intervention au *Mercredis de la NAR*. Nous lui avons demandé de fixer quelques éléments du débat sur les élites. Elle est donc l'auteur de ce texte et nous la remercions encore d'avoir bien voulu se prêter à cet exercice très inhabituel dans nos colonnes. Cette solution nous a semblé la plus simple et la mieux à même de fournir les données nécessaires, puisées dans l'histoire du XIX^e siècle, pour éclairer notre situation actuelle. Il n'est jamais vain de comprendre d'où viennent les phénomènes sociaux et politiques qui nous accablent...

Pascal BEAUCHER



Capitalisme et crime organisé

Haut fonctionnaire de la police nationale, Jean-François Gayraud publie un livre à tous égards accablant : pour le capitalisme financier, pour les pouvoirs politiques impuissants ou complices et pour nous autres, simples citoyens abandonnés à la domination du capitalisme criminel.

L'Espagne... C'est terrible ce qui se passe en Espagne ! La crise, la dette, le chômage... Nous savons que les subprimes furent la cause immédiate de cette crise qui a été provoquée par la logique du libre-échange et jusqu'à présent nous regardions l'Espagne comme un exemple particulièrement tragique de la faillite d'un système. C'est pire. L'Espagne est victime de la globalisation financière et des mafias européennes et américaines qui avaient fait de cette zone de transit des drogues un paradis pour seigneurs du crime organisé. Hors d'Europe, le Japon et le Mexique illustrent, cette fois de manière spectaculaire, la symbiose entre les firmes capitalistes et les organisations mafieuses mais on aurait tort de désigner des moutons noirs : dans le monde entier, les milieux financiers deviennent criminels et les dirigeants politiques qui ont installé les représentants des banques au cœur de l'État - aux États-Unis, en France - sont atteints par cette gangrène.

Fantasme ? Jean-François Gayraud nous fait pénétrer à l'intérieur d'une gigantesque machinerie qui est l'effet de la dérégulation ultra-libérale. Pour comprendre, il faut réviser son imaginaire : le Palais Brongniart et Wall Street ne sont plus que des façades, les petits boursicoteurs ont déserté la Bourse et les gourous de la finance, tels George Soros et Warren Buffett, masquent une

technique financière que les banquiers ne maîtrisent plus. Les concepts qui sont utilisés dans le langage courant à partir de la théorie dominante recouvrent des réalités invisibles. Dès lors qu'il s'agit de finance, *le marché, l'investisseur, l'offre, la demande*, le cours de la Bourse, ne font plus références à des activités humaines telles que le cinéma du siècle dernier nous les montrait, mais à des ordinateurs, à des algorithmes, à des techniques nouvelles de spéculation robotisée. L'espace n'a plus d'importance : l'ordre peut être donné indifféremment à Pékin ou à Londres. Le temps compte encore, mais les titres se négocient à la nanoseconde dans les transactions ou *trading* de haute fréquence. Jean-François Gayraud décrit les machines surpuissantes qui calculent comment tirer profit de variations de prix minimales qui se forment dans le système informatisé qu'on appelle les *marchés financiers*.

Ces techniques complexes ne doivent pas nous impressionner car ces marchés ne constituent qu'un « vaste jeu de poker numérisé voyant s'affronter des surdoués de la technique et des sciences dures. » Bien entendu, les machines n'ont pas pris le pouvoir : il y a des êtres humains, informaticiens et mathématiciens, qui assurent le fonctionnement du système mondialisé et il suffit de fermer l'électricité et de couper les câbles de fibre optique pour que tout s'arrête. Mais on

laisse faire parce que la théorie dit que les marchés sont omniscients et autorégulés ou parce qu'on a peur d'une nouvelle catastrophe financière. Ce laxisme est désastreux pour de multiples raisons expliquées en détail par Jean-François Gayraud. Les transactions à haute fréquence peuvent produire des prix aberrants et provoquer des crises financières de plus ou moins grande ampleur : le système dérégulé et robotisé est en lui-même explosif. Par ailleurs, l'activité spéculative robotisée offre d'immenses possibilités de fraudes, les transactions de haute fréquence sont, en tant que telles, des délits d'initiés en raison des techniques employées pour s'informer et pour spéculer en manipulant les cours. Ainsi, « un nombre limité d'acteurs s'enrichissent de manière considérable sans apporter de vrais bénéfices à l'intérêt général, tout en créant de véritables risques systémiques. »

Pour faire de l'argent, il faut de l'argent qui est apporté par des êtres humains très respectés : les patrons des banques et des fonds de pension. Ils apportent l'argent des petits épargnants pour le faire fructifier ce qui nous tirerait des larmes de reconnaissance si l'aristocratie financière ne blanchissait pas l'argent du crime organisé - celui tiré de la drogue, de la prostitution - pour le commun profit des établissements financiers et des mafias. Jean-François Gayraud donne de nombreux exem-

ples de cette *hybridation* qui se développe dans la zone grise où ce qui n'est pas vraiment permis n'est pas farouchement défendu. Ce qui vaut pour le Pakistan et la Russie vaut aussi pour les États-Unis, qui ne sont pas une narcoéconomie mais tout de même un État où l'argent de la drogue joue un rôle considérable.

Que faire ? Les groupes de pression parviennent souvent à éviter le vote de lois répressives et, s'il arrive que la justice se saisisse d'une affaire, les peines prononcées sont trop faibles pour décourager qui que ce soit. Les solutions sont politiques. Elles partent d'un constat : « la véritable lutte des classes dans le monde moderne se situe donc désormais entre les dominés enfermés dans leurs territoires et ces nouveaux dominants nomades ayant aboli les contraintes spatio-temporelles, dotés d'un capital de liberté les faisant échapper aux aléas politiques et économiques. » Face au « pouvoir disciplinaire » des marchés et au capitalisme criminel qui détruisent les démocraties nationales et les sociétés, nous sommes à la fois effrayés par l'ampleur de la menace et confortés dans notre projet de restauration d'un État assez indépendant pour rétablir le contrôle des mouvements de capitaux, nationaliser la totalité des établissements financiers et interdire les paris sur les fluctuations de prix.

Bertrand RENOUVIN

(1) Jean-François Gayraud - « *Le nouveau capitalisme criminel* », Odile Jacob, 2014. Préface de Paul Jorion.

La Chine et l'Occident

Le face à face, si ce n'est le dialogue, des civilisations, qu'on le veuille ou non, est solidaire de notre situation dans le temps ainsi que d'une détermination de la volonté. En lisant l'échange de correspondance entre Régis Debray et Zhao Tingyang sur les rapports actuels de la Chine et de l'Occident, je n'ai pu me soustraire au tropisme de l'évocation des prédécesseurs. C'était déjà sur le même mode que le jeune Malraux avait conçu sa *Tentation de l'Occident*, faisant converser par lettres un jeune occidental et un jeune chinois. Mais cela nous renvoie presque à un siècle en arrière, dans un contexte historique très différent et des préoccupations intellectuelles qui ne sont pas exactement les mêmes que celles d'observateurs des mutations du temps présent, même s'il serait bien intéressant d'étudier les déplacements de certaines thématiques permanentes. Il subsiste quand même ce grand courant de la culture, qui mêle tant de curiosités réciproques, d'attirances et de perplexités, dont il faut souhaiter qu'il subsiste afin de faire retentir toujours la richesse de nos différences. Il se décline sur beaucoup de registres, celui des développements philosophiques, des mutations politiques et économiques, qui tous dépendent d'un certain angle de vision. Celui de Malraux, au début du XX^e siècle faisait se rejoindre le mouvement révolutionnaire extrême-oriental et l'incertitude de l'Europe. Celui d'Alain Peyrefitte dans les années soixante-dix nous stupéfie rétrospectivement, par l'admiration à l'égard du modèle maoïste de la part d'un gaulliste libéral. Impossible de penser aujourd'hui qu'avec le sanglant timonier révéralors par l'Occident, la Chine aurait trouvé la solution de son problème « *jaillie de la rencontre sans pareil de circonstances extrêmes, et d'un homme d'exception* ».

Dans son échange avec Régis Debray Zhao Tingyang montre à quel point il est définitivement vacciné de la mythologie révolutionnaire : « *La révolution essaie de transformer la réalité par la force en suivant un idéal, mais la réalité de la nature humaine, décevante, a toujours conduit, in fine, les révolutions à l'échec. La révolution fait changer beaucoup de choses, sauf la nature humaine. C'est ce paradoxe qui la rend ontologiquement tragique.* » On ressent comment un Chinois, né au début des années soixante, fait spontanément le bilan des souffrances de son peuple en revenant ainsi à la vieille sagesse de sa tradition, non d'ailleurs sans quelque inflexion métaphysique de la pensée. Quand il envisage le caractère révolutionnaire des actuelles mutations technologiques, Tingyang affirme une inquiétude certaine : « *Peut-être que dans un proche avenir, les ordinateurs, les réseaux et les techniques de la génétique vont déclencher une révolution contre l'homme qui serait peut-être la négation de l'être humain.* » Régis Debray ne contredit pas ce sentiment, lui qui a connu « *les courtes joies du romantisme révolutionnaire* ». S'il garde de sa propre aventure l'idée d'une fraternité partagée grâce à un rêve commun, il retrouve son interlocuteur dans la conviction d'une permanence de la condition humaine dans ses ressorts essentiels. Cela n'implique pas forcément un réalisme philistin, approuvant tout et notamment le productivisme affairiste d'aujourd'hui.

Cependant il convient de ne pas se tromper sur l'identité de nos deux partenaires. L'un et l'autre revendiquent leurs ap-

partenances et ne sous-estiment pas l'écart qui sépare leurs mentalités et les inconscients collectifs dont ils demeurent tributaires. Ils n'en sont pas moins, en même temps, dépendants d'une culture contemporaine commune. Zhao Tingyang a enseigné à Harvard, et il suit de près les évolutions intellectuelles. Même en France, il interroge par exemple le Français sur Gilles Deleuze. C'est à un point tel que parfois Régis Debray s'inquiéterait, le trouvant trop dépendant de cette pensée dominante, voire de certaines modes irritantes. Nous sommes en présence de curieux croisements, avec des inversions paradoxales : « *Un philosophe chinois devrait être logiquement réaliste, dialecticien et peu sentimental. Et un intellectuel français, logiquement idéaliste, métaphysicien, et porté sur les bons sentiments. Or c'est l'inverse, semble-t-il. L'idéaliste, c'est vous, le Chinois, un bon fils du Ciel. Le réaliste c'est moi, le Français, plus terre-à-terre que vous et méfiant envers les élans du cœur.* » Cette interpellation nous vaut une précieuse mise au point de Zhao Tingyang, qui se replace dans la tradition chinoise. Le matérialisme, il en a été dégoûté par le bourrage de crâne qu'il a subi à l'université encore maoïste. Pour autant, il ne se reconnaît pas dans l'idéalisme : « *Malgré les idées fascinantes que j'ai trouvées chez Descartes, Kant et Husserl, je ne veux pas prendre le cogito comme point d'appui pour aborder la philosophie. Le point d'appui que j'ai choisi est le facio. Facio ergo sum. Ce n'est ni matérialiste ni idéaliste. C'est à la fois du matérialisme et de l'idéalisme. En fait, cela se rapproche d'avantage du Yi Jing de la pensée de Laozi (Lao-Tseu) ou des idées de Confucius, ce que j'appellerais la philosophie des faits et non la philosophie des choses.* »

Cette façon de philosopher nous vaut des incursions tout à fait éclairantes dans le passé de la civilisation chinoise, qui apparaît dès lors dans une continuité dynamique et non pas comme un espace en voie de muséification. Ce peut être également le champ de bien des possibles. Tingyang va bien au-delà du pragmatisme prudentiel, il est souvent tenté par des développements spéculatifs qui ouvrent les horizons. Régis Debray, pour sa part, se voudrait encore plus chinois que les Chinois, en ne se livrant plus désormais qu'à l'observation des petites choses au détriment de l'exégèse des grands concepts. On le retrouve bien là, tel que l'existence l'a changé, avec la recherche qu'il a entreprise sur des chemins qui nous sont devenus familiers.



par Gérard Leclerc

Je ne puis que renvoyer aux lettres qui composent ce livre, car leur spontanéité en fait tout le charme et l'intérêt. S'il fallait choisir un thème utile à notre interrogation actuelle sur le devenir du monde et notre perplexité envers la Chine je retiendrais, sans exclusive, ce qui ressort de la conscience historique et qui pourrait aider au discernement quant à l'avenir des nations et de leurs héritages culturels. Pour le moment, explique Régis Debray, c'est le regard américain qui nous impose la vision du passé chinois : « *Est-ce que la Chine a les moyens de raconter elle-même son histoire à toute la planète ? Je ne sais pas mais pour le moment, ce soft-power qui nous fait regarder le monde (et parfois nous-mêmes) avec des yeux américains me semble réellement aliénant, et même humiliant pour qui veut garder une conscience historique qui ne soit pas d'emprunt.* » N'est-ce pas la question même posée par l'unification planétaire sous l'angle de la mondialisation des marchés, qui efface les cultures ? Ce n'est pas une fatalité. « *Je ne peux que rester un philosophe chinois* » répond Zhao Tingyang, non sans reconnaître que la moitié de la réalité chinoise est devenue occidentale.

Régis Debray – « *Zhao Tingyang, Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* », Les Arènes

Poker partout

L'Esprit du Poker ou Comment un jeu d'argent a conquis le monde, de Lionel Esparza, se présente comme le fruit d'une thérapie. Cherchant à se libérer d'une addiction, il s'interroge sur ce jeu et, au fil de sa réflexion, prétend dévoiler les raisons de son incroyable succès.

Disons-le tout de suite, la démonstration est bien souvent convaincante et fournit un puissant carburant à notre propre réflexion, tant il semble évident qu'il y ait une intime parenté entre ce monde tel qu'il va et ce jeu tel qu'il est. Mais avant de poursuivre, il me semble nécessaire d'exprimer une relative réserve. La multiplicité des approches fait que l'on ne sait plus trop si le poker doit être considéré comme une illustration, un symptôme, une allégorie ou une métaphore, tout ça à la fois, ou bien un simple prétexte. De plus, le nombre et la variété des références, qui parfois ne concernent qu'un fragment de phrase, voire un simple mot, nous laisse une forte impression de bluff - ce qui, j'en conviens tout à fait, ne serait que péché véniel pour un joueur, fût-il repent.

Mais laissons là ces remarques désagréables. Après tout, mieux vaut trop que trop peu. Dans cette abondance, où se mêlent histoire, psychologie, sociologie, économie, politique, et même géopolitique (où le joueur de poker montre sa supériorité sur le joueur d'échecs, car il sait que l'information n'est jamais totalement disponible), chacun trouvera de quoi faire son miel. Le poker naît au début du XIXe siècle, à la Nou-

velle Orléans, de la fusion d'un jeu français (le poque) et d'un jeu anglais, d'une lointaine origine italienne (la primiera), mais c'est dans ces dernières décennies qu'il connaîtra sa pleine expansion, Las Vegas devenant en quelque sorte sa Mecque. Sa mondialisation accompagne celle qu'accomplit le néo-libéralisme, et l'auteur montre qu'il n'y a là nul hasard. L'un comme l'autre partagent un culte exclusif de l'argent : pour être reconnu, il faut gagner, et il n'y a rien d'autre à gagner que de l'argent. L'économie financiarisée l'a emporté sur le politique. Quand le joueur arrive à la table, il n'est l'héritier de rien ni de personne, à égalité (théorique) avec ses adversaires. Ses armes : l'observation (des autres joueurs), la déduction (probabilité), et partir de là, la prise de risque (ou pas, si les vents semblent contraires). Ainsi le désir d'égalité et son contraire sont satisfaits quasiment dans le même mouvement : au départ, rien ne distingue les joueurs les uns des autres, si ce n'est leurs capacités, mais à la fin le gagnant gagne tout. Reste évidemment la lancinante question du hasard. Tout est fait pour le réduire, mais il reste un de ces impondérables dont on ne peut toujours se garder, comme quand on fait valser les capitaux d'une bourse à l'autre. Le *poker player* ressemble beaucoup au

trader, à moins que ce ne soit l'inverse. Il incarne l'homme rêvé des néolibéraux, celui qui assure la permanente circulation de l'argent (mais non sa redistribution).

Puisque ce journal s'appelle *Royaliste*, je voudrais terminer sur cette remarque de Lionel Esparza (pp. 76-77). Elle concerne James Bond. Il remarque que le baccara a longtemps été son jeu de prédilection : « *Il faut dire que ce jeu de hasard brut est parfaitement accordé à un personnage dont la baraka improbable ne peut venir que d'un ailleurs : en l'espèce l'organisation politico-religieuse dont il est l'émanation et qu'il sert jusqu'au supplice. Seule en effet la monarchie constitutionnelle, supérieure en ceci à tout système républicain, peut faire rayonner sur ses sujets cette parcelle de grâce divine distribuée par Sa Gracieuse Majesté.* » Mais il faut constater que depuis James Bond s'est républicanisé : il est passé au poker.

Nous faudra-t-il promouvoir le baccara contre le poker ? Vous me répondrez après avoir lu le livre.

Patrick PIERRAN

Lionel Esparza – « *L'Esprit du poker* », Zones, 196 pages, prix franco : 15 €.



Saigon 61-63

Un roman graphique ? Je dois avouer que je ne suis pas très amateur du genre, plus d'ailleurs par ignorance que par goût. Autant dire que lorsqu'un ami me prêta l'ouvrage en m'intimant quasiment l'ordre de le lire, j'étais plus que réticent. J'avais tort.

Une si jolie petite guerre, de Marcelino Truong, est un véritable bijou où textes et dessins se mêlent harmonieusement. Dès la première page, vous êtes saisi, emporté par un rythme qui ne se dément jamais, et vous ne lâcherez plus le livre jusqu'à la dernière planche (tant pis pour les poncifs, s'ils traduisent une réalité !). Plus que d'un roman, il s'agit d'un récit autobiographique où la petite histoire rencontre la grande sous le regard d'un enfant. Nous sommes à Saigon, sous le régime de Diem. Le petit Marcelino s'y retrouve avec sa famille : son père, un diplomate vietnamien, rappelé au Palais présidentiel à titre d'interprète ; sa mère, une malouine qui ne supporte plus ni la touffeur de la ville, ni les mensonges du régime, et moins encore cette guerre qui se rapproche de jour en jour ; son frère, sa sœur et bien sûr les domestiques.

C'est la vie de ces gens, plongés dans une histoire qui les dépasse, que nous suivons. Les événements se précipitent : les infiltrations communistes se multiplient, l'implication américaine s'accroît, le clan Diem, qu'une partie de son armée menace, oscille entre dénégation et délire, des bonzes s'immolent par le feu. La tragédie est là. Mais si quelques nuages assombrissent son horizon, l'enfant reste un enfant, son insouciance reprend vite le dessus. Tout cela est traité avec une rare subtilité.

P. P.

Marcelino Truong – « *Une si jolie petite guerre* », Denoël Graphic, 253 pp., prix franco : 24,90 €.

Les Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'**Abonné des Mercredis** annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 30 avril

Économiste, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de nombreux articles et de plusieurs ouvrages de référence, dont **L'avenir du capitalisme** en 2005, et **La trahison des économistes** en 2008 qu'il avait bien voulu nous présenter, **Jean-Luc GRÉAU** a accepté de nous exposer **Le projet de marché transatlantique** actuellement négocié avec une extrême discrétion par la Commission européenne et les États-Unis. Le traité, s'il est adopté, liera la France et les autres États de l'Union et aura des conséquences importantes pour les citoyens.

Il faut donc examiner le cadre monétaire de futur traité, le droit de la concurrence et le régime des investissements au sein de cet éventuel marché transatlantique qui est censé favoriser la croissance par l'extension du libre-échange. Ce postulat est-il vérifié ? Le traité peut-il profiter à tous les États de l'Union où à certains d'entre eux ? La France risque-t-elle d'en subir les conséquences ?

Mercredi 7 mai

Ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon, agrégé et docteur en histoire contemporaine **Nicolas PATIN** a récemment publié **La catastrophe allemande**, dont *Royaliste* a rendu compte (no 1051). Dans cet ouvrage, il retrace l'itinéraire des 1674 députés allemands qui vécurent la Grande Guerre, la révolution de 1918, la prise du pouvoir par les nazis et la Seconde Guerre mondiale. Ces itinéraires permettent de comprendre l'histoire politique et sociale de l'Allemagne avant 1914 et les luttes de classes qui continuèrent pendant la Grande Guerre.

L'Allemagne d'après-guerre s'éclaire d'un jour nouveau car elle prolonge d'une autre manière la violence engendrée par la guerre et la défaite. Malgré ses remarquables réussites, la République de Weimar ne put résister aux forces communistes et nazies décidées à l'abattre et l'on voit comment les hitlériens l'emportèrent en créant une mythologie combattante, en pratiquant la violence de rue, en récupérant les victimes de la déflation et en profitant de la lâcheté des partis modérés.

Commémoration

Bouvines et Fontenoy

le 21 juin 2014

Histoire de terminer la saison en beauté, nous avons déjà évoqué notre projet d'organiser une sortie récréativo-historico-culturelle le 21 juin prochain...

Nous entrons dans la phase d'organisation. Alors... Nous partirons le matin vers 8 h 30 de Paris, pour être à Bouvines, grande banlieue de Lille, vers 10 h 30. Nous effectuerons la visite des lieux. Suivra un déjeuner, probablement dans la jolie ville médiévale de Cysoing (magnifique). Ensuite, nous reprendrons la route pour passer la frontière du Royaume de Belgique et nous rendre à Fontenoy, lieu épique où Louis XV infligea une mémorable raclée aux Anglais et où il fut démontré que tirer les premiers n'était pas forcément gage de succès.

Nous serons de retour à Paris vers les 23 h. N'oubliez pas que c'est la fête de la musique...

Le voyage aller et retour en bus coûterait environ 60 €. Avec un coût de repas raisonnable, tout cela ne devrait pas dépasser la centaine d'euros.

Ceux qui désirent déjà se (pré)inscrire n'ont qu'à envoyer un e-mail à : info@nouvelle-action-royaliste.fr ou encore appeler au : **01.42.97.42.57** entre 11 h et 18 h.

Tout cela risque d'être fort intéressant, gai et sympathique, alors... n'hésitez pas.

Souscription

En dépit d'une gestion rigoureuse, l'ensemble de nos activités courantes engendre un déficit structurel.

Pour le combler, pour financer des projets nouveaux (et ils sont nombreux) nous ne pouvons compter que sur votre générosité. **Nous avons besoin de vous, nous comptons sur vous.** D'avance merci.

Pascal BEAUCHER

Communiquer avec la NAR

38, rue Sibuet
75012 Paris

Adresse électronique :

info@nouvelle-action-royaliste.fr

Sites Internet :

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

Tél. : 01 42 97 42 57

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

Ménage de printemps

« **L**e gouvernement doit entendre les Français. » Tirant cette leçon lapidaire de la défaite des siens aux municipales, le président de la République a botté en touche, comme si, au lieu de remettre en cause sa politique, l'avertissement ne s'adressait qu'à Jean-Marc Ayrault et à son équipe. Les voilà donc remplacés ou disposés différemment. Un Premier ministre à la moue volontaire, un gouvernement resserré, des méthodes expéditives, au service d'un programme affichant l'équilibre entre les efforts attendus de toute la nation : responsabilité - solidarité. Ménage de printemps.

Passée la différence de style entre MM. Ayrault et Valls, il faut convenir que la déclaration de politique générale résumant la nouvelle « feuille de route » présentée par ce dernier à l'Assemblée (306 voix pour sur 571 votants), était un exercice d'une scandaleuse ingratitude. Même dégringolés comme nous le sommes au degré zéro de la citoyenneté, comment imaginer faire croire à l'opinion que la « politique générale » de la France se ramène au tableau comptable qui fixe notre déficit en deçà des 3 % imposés par l'Union européenne ?

Le sous-surintendant voué à cet inventaire minuscule, affectant d'équilibrer ponctions et punitions entre citoyens et entreprises, les réputant tour à tour responsables et solidaires, a brodé son ouvrage de clichés humanistes censés reconforter le client : vérité, confiance, dialogue, efficacité, nouvelle gouvernance ou pacte volontaire, énergique, voire autoritaire, pour finir par avouer que « la parole publique » est devenue pour nos

concitoyens une langue morte.

Langue morte et langue menteuse. Car au moment d'éprouver devant les représentants de la Nation leur sincérité européenne, nos ministres escomptaient encore de Bruxelles une rémission. Pour la troisième fois fléchie par nos humbles requêtes, la bête se satisferait de 3,50 %... Or les fanfaronnades du ministre de l'Industrie et les précautions de celui des



Finances n'ont eu de prise, ni au rendez-vous de Berlin, ni à celui de Washington. Il faudra payer - donc faire payer - comptant.

Quoique l'on pense et dise, tout le monde sait que c'est impossible et que l'impasse européenne se resserre sur l'ensemble des nations du continent. Les certitudes contraires se sont à ce point amenues que l'on voit et entend de plus en plus dans les médias ceux que l'on présentait comme des repoussoirs aux opinions divagantes : les Sapir, les Lordon, les Todd et tous ceux qui osent à présent, venant du plus profond du système - banques, trading, entre-

prises multinationales - faire état de leur constat le plus lucide. Un changement de cap radical peut seul sauver ce continent à la dérive, et notamment, sauver la paix entre nations dont les euro-doctrinaires font si grand cas alors que leur frénésie la met en grave péril.

Mais pour les politiques en France, pour ce gouvernement nouveau, pour le Président, pour le patronat, pour les partis et les syndicats majoritaires, tout va bien. Leur plumage de canard s'égoutte tranquillement sur le contribuable, le citoyen, l'électeur, le malade, le retraité, l'étudiant. Aux suppressions ou réductions des *charges* sur les bas salaires, les héros du système surenchérisent : abaisser encore le Smic, au moins pour les jeunes, ou le supprimer simplement. Et c'est Laurence Parisot qui vient moucher son successeur Gattaz ou le socialiste Lamy.

Pour seule consolation, au Palais Bourbon, le nouveau Premier ministre frappe la cendrée du sabot, le front bas, toro bravo, et rend grâce à la citoyenneté française acquise qui lui permet d'accéder ici à l'honneur... L'honneur d'imposer à la France un plan d'économie de bouts de chandelles au lieu du programme de résistance qui sauverait sa souveraineté.

Et de botter en touche, lui aussi en diversion, vers une lointaine réforme territoriale qui, dans la conjoncture, se présente non seulement comme une pomme de discorde entre féodaux, mais aussi opportune que la question du sexe des anges à Byzance.

C'est sur ce paysage, quasi schizophrénique, que vont déferler les élections européennes. Libre à chacun de les parer de citoyenneté démocratique, ou de se détourner de la dictature financière et du suivisme atlantique qui forment le substrat de la politique actuelle du continent.

Luc de GOUSTINE